



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

**Objet :** Commune de Equihen-plage  
Actualisation de la Servitude de Passage des piétons sur le Littoral (SPPL)  
Modification du tracé secteur Nord

## **ENQUETE PUBLIQUE**

### **Annexe 11 : arrêté du 04 juin 1999**

## PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DU CADRE DE VIE  
ET DE LA CITOYENNETÉ

SERVICE MARITIME DES PORTS  
de BOULOGNE-sur-MER et CALAIS

Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine

COMMUNES DU PORTEL ET D'EQUIHEN-PLAGE  
-----

Modification du tracé et des caractéristiques de la servitude  
de passage des piétons le long du littoral.

ARRETE D'APPROBATION

LE PREFET du PAS-de-CALAIS,

VU :

Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.160-6 à L.160-8, R. 146-1, R.146.2 et R. 160.8 à R.160.33 ;

Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles R.11-4 à R.11-12 ;

Le décret n° 55-22 du 4 Janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et notamment son article 36 ;

L'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> Septembre 1986 approuvant la première modification du tracé et des caractéristiques de la servitude de passage des piétons sur le littoral et notamment sur le territoire des communes du PORTEL et d'EQUIHEN-PLAGE ;

Le dossier du projet de modification constitué conformément aux dispositions de l'article R.160-12 du Code de l'Urbanisme ;

L'arrêté préfectoral en date du 10 Juillet 1998 prescrivant l'ouverture dans les communes du PORTEL et d'EQUIHEN-PLAGE du 29 Juillet 1998 au 19 Août 1998 inclusivement de l'enquête publique ;

Les pièces du dossier d'enquête et notamment :

- les certificats de publication et d'affichage délivrés par les maires du PORTEL et d'EQUIHEN-PLAGE en date du 19 Août 1998 ;
- les insertions de l'avis d'enquête contenues dans les exemplaires du journal LA VOIX DU NORD n° 16.882 du 18 Juillet 1998 et n° 16.833 du 31 Juillet 1998 et du Journal AGRICULTURE/HORIZON n° 29 du 17 Juillet 1998 et n° 31 du 31 Juillet 1998 ;

..../....

- les lettres de transmission, les avis et les procès-verbaux de dépôt du dossier d'enquête ;
- les registres et les procès-verbaux d'enquête ;
- l'avis émis par le Commissaire-Enquêteur le 2 Septembre 1998 ;
- les avis émis par M. le Sous-Préfet de BOULOGNE-sur-Mer en dates des 26 mai 1998 et 14 Septembre 1998 ;
- les délibérations des Conseils Municipaux du PORTEL et d'EQUIHEN-PLAGE respectivement en dates des 10 décembre 1998 et 15 Décembre 1998 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97.10.276 en date du 24 Novembre 1997 portant délégation de signature ;

#### CONSIDERANT :

- que le Commissaire-Enquêteur a émis un avis favorable à la réalisation du projet ;
- que la modification du tracé et des caractéristiques de la servitude de passage des piétons sur le littoral dans les communes du PORTEL et d'EQUIHEN-PLAGE est nécessaire pour assurer, dans de bonnes conditions de sécurité, la continuité du cheminement ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du PAS-de-CALAIS et de M. le Directeur du Service Maritime des Ports de BOULOGNE-sur-MER et de CALAIS :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.** – Est approuvée la modification du tracé et des caractéristiques de la servitude de passage des piétons le long du littoral sur le territoire des communes du PORTEL et d'EQUIHEN-PLAGE telle que figurant sur le plan annexé au présent arrêté.

**ARTICLE 2.** – Un extrait de cet arrêté sera inséré en caractères apparents à la diligence du Service Maritime des Ports de BOULOGNE-sur-MER et CALAIS dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département et habilités à recevoir les annonces judiciaires et légales.

..../....

**ARTICLE 3.** – Une copie du présent arrêté et le plan qui lui est annexé seront déposés en mairies du PORTEL et d'EQUIHEN-PLAGE.

Un avis au public faisant connaître ce dépôt sera publié par voie d'affichage pendant un mois dans ces deux mairies.

Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par la production d'un certificat des maires concernés.

**ARTICLE 4.** – Pour l'information des usagers, la publicité foncière relative à la présente décision sera assurée par M. le Directeur du Service Maritime des Ports de BOULOGNE-sur-MER et de CALAIS auprès du Bureau des Hypothèques de BOULOGNE-sur-MER.

**ARTICLE 5.** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de LILLE dans un délai de deux mois, qui a pour point de départ l'exécution des formalités de publicité prévues aux articles 2, 3, 4 et 7.

**ARTICLE 6.** – Sont abrogées les dispositions de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> Septembre 1986 relatives au tronçon du PORTEL et d'EQUIHEN-PLAGE.

**ARTICLE 7.** – M. le Secrétaire Général de la PREFECTURE du PAS-de-CALAIS, M. le Sous-Préfet de BOULOGNE-sur-MER, M. le Président du District de BOULOGNE-sur-MER, M. le Maire du PORTEL, M. le Maire d'EQUIHEN-PLAGE et M. le Directeur du Service Maritime des Ports de BOULOGNE-sur-MER et CALAIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la PREFECTURE.

ARRAS, le **04 JUIN 1999**

Pour le Préfet

le Secrétaire Général

**Philippe CHERVET**

.../....

**AMPLIATIONS DESTINEES à :**

**M. le Sous-Préfet de BOULOGNE-sur-MER**

**M. le Directeur du Service Maritime de BOULOGNE-sur-MER et de CALAIS**

**M. le Maire du PORTEL**

**M. le Président du District de BOULOGNE-sur-MER**

**M. le Maire d'EQUIHEN-PLAGE**

**M. le Directeur Départemental de l'Equipement**

**M. Bruno LARCHIER, Inspecteur des ASSEDIC en retraite, villa « La Miladière », 20 Allée des Grives, 62152 NEUFCHATEL-HARDELOT**

**M. le Président de la Chambre d'Agriculture du PAS-de-CALAIS**

**M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de BOULOGNE-sur-MER**

**M. le Président de la Chambre de Métiers du PAS-de-CALAIS**

**Classement.**

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS  
-----

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

Bureau de la Coordination des Services  
Extérieurs de l'Etat  
-----

Le Préfet, Commissaire de la  
République du Département  
du Pas-de-Calais  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article 52 de la loi n° 76.1285 du 31 Décembre 1976 portant réforme du Code de l'Urbanisme, modifié par la loi 86.2 du 3 Janvier 1986,

VU le décret n° 77.753 du 7 Juillet 1977 pris pour son application (articles R 160-8 à R 160-33 du Code de l'Urbanisme),

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,

VU, dressé par M. le Directeur du Service Maritime des Ports de Boulogne-sur-Mer et de Calais à la date du 2 Avril 1983, le dossier relatif à la modification du tracé et des caractéristiques de la servitude de passage des piétons le long du littoral sur le territoire des communes de Audinghen (Sud, Gris-Nez), Audresselles, Wimereux, Boulogne, Le Portel, Equihen St Etienne-au-Mont, Neufchâtel-Hardelot,

VU le dossier d'enquête ouvert sur le projet et notamment l'avis favorable de M. le Commissaire-enquêteur du 18 Novembre 1983,

VU l'avis de M. le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondissement de Boulogne-sur-Mer en date du 6 Août 1984,

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture du Pas-de-Calais du 14 Octobre 1983,

VU l'arrêté préfectoral n° 85.10.182 du 27 Mars 1985,

Considérant que les communes concernées n'ont pas émis d'opposition au projet,

Considérant que la modification du tracé et des caractéristiques de la servitude est nécessaire pour assurer dans de bonnes conditions la continuité du cheminement et qu'elle tient compte de l'intérêt touristique, des usages et des chemins déjà existants,

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général, de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

.../...

## A R R E T E

Article 1er - Est approuvée la modification du tracé et des caractéristiques de la servitude du passage des piétons le long du littoral sur le territoire des communes de Audinghen (Sud, Gris-Nez), Audresselles, Wimereux, Boulogne, Le Portel, Equihen, St Etienne-au-Mont, Neufchâtel-Hardelot telles que définies sur les plans annexés au présent arrêté.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

En outre, un avis relatif à cette publication sera inséré en caractères apparents à la diligence du Préfet, Commissaire de la République du Département du Pas-de-Calais et aux frais du Service Maritime des Ports de Boulogne-sur-Mer et de Calais, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département.

Article 3 - Le présent arrêté et les plans qui lui sont annexés seront mis à la disposition du public :

- dans les Mairies de Audinghen, Audresselles, Wimereux, Boulogne, Le Portel, Equihen, St Etienne-au-Mont, Neufchâtel-Hardelot
- à la Préfecture (Direction des Actions de l'Etat - Bureau de la Coordination des Services Extérieurs de l'Etat)
- à la Sous-Préfecture de Boulogne-sur-Mer
- dans les bureaux de la Direction Départementale de l'Equipement, 8 rue du Puits d'Amour à Boulogne-sur-Mer
- dans les bureaux du Service Maritime des Ports de Boulogne-sur-Mer et de Calais - Arrondissement de Boulogne-sur-Mer, 96 Boulevard Gambetta.

L'avis diffusé dans deux journaux visés à l'article 2 mentionnera les mesures d'information du public définies au présent article.

En outre, lesdites mesures d'information seront affichées dans les Mairies des communes de Audinghen, Audresselles, Wimereux, Boulogne, Le Portel, Equihen, St Etienne-au-Mont, Neufchâtel-Hardelot.

Article 4 - La publicité foncière prévue à l'article 36 du décret n° 55.22 du 4 Janvier 1955 sera assurée auprès du Bureau des Hypothèques de Boulogne-sur-Mer, à la diligence de M. le Directeur du Service Maritime des Ports de Boulogne-sur-Mer et de Calais.

Article 5 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, M. le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondissement de Boulogne-sur-Mer, MM. les Maires de Audinghen, Audresselles, Wimereux, Boulogne, Le Portel, Equihen, St Etienne-au-Mont et Neufchâtel-Hardelot, M. le Directeur du Service Maritime des Ports de Boulogne-sur-Mer et de Calais et M. le Directeur Départemental de l'Equipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRAS, le - 1 SEP. 1986

Pour le PREFET,  
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE,  
LE SECRETAIRE GENERAL,



pour copie conforme  
Pour le Secrétaire Général,  
Le Chef de Bureau délégué

Michèle VACQUERY

Jean-Pierre LACROIX



# **Servitude de passage des piétons le long du littoral sur le territoire de certaines communes**

*Aff. DÉLATIVE*

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE  
DU DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article 52 de la loi n° 76.1285 du 31 décembre 1976 portant réforme du code de l'urbanisme modifié par la loi 86.2 du 3 Janvier 1986 ;

VU le décret n° 77.753 du 7 Juillet 1977 pris pour son application (articles R 160-8 à R 160-33 du Code de l'Urbanisme) ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU, dressé par M. le Directeur du Service Maritime des Ports de BOULOGNE-SUR-MER et de CALAIS à la date du 2 Avril 1983, le dossier relatif à la modification du tracé et des caractéristiques de la servitude de passage des piétons le long du littoral sur le territoire des communes de AUDINGHEN (SUD, GRIS-NEZ), AUDRESSELLES, WIMEREUX, BOULOGNE, LE PORTEL, EQUIHEN - ST-ETIENNE-AU-MONT, NEUFCHATEL-HARDELOT ;

VU le dossier d'enquête ouvert sur le projet et notamment l'avis favorable de M. le Commissaire-enquêteur du 18 Novembre 1983 ;

VU l'avis de M. le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondissement de BOULOGNE-SUR-MER en date du 6 Août 1984 ;

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture du Pas-de-Calais du 14 Octobre 1983 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 85.10.182 du 27 Mars 1985 ;

Considérant que les communes concernées n'ont pas émis d'opposition au projet ;

Considérant que la modification du tracé et des caractéristiques de la servitude est nécessaire pour assurer dans de bonnes conditions la continuité du cheminement et qu'elle tient compte de l'intérêt touristique, des usages et des chemins déjà existants ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général, de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

## **ARRETE :**

**Article 1er** - Est approuvée la modification du tracé et des caractéristiques de la servitude de passage des piétons le long du littoral sur le territoire des communes de AUDINGHEN (SUD, GRIS-NEZ), AUDRESSELLES, WIMEREUX, BOULOGNE, LE PORTEL, EQUIHEN - ST-ETIENNE-AU-MONT, NEUFCHATEL-HARDELOT telles que définies sur les plans annexés au présent arrêté.

**Article 2** - Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

## **Agrément de C.U.M.A.**

VU le code rural et notamment les articles L 525.1 et R 525.2 du titre II du Livre V ;

VU l'avis de la Commission Départementale des Structures Agricoles réunie le 11 Juillet 1986 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 85.10.182 du 27 Mars 1985 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

## **ARRETE :**

**Article 1er** - La Coopérative Agricole d'Utilisation de Matériel Agricole de la LIANE dont le siège social est établi à WIRWIGNES au domicile de M. CREPIN Claude est agréée sous

En outre, un avis relatif à cette publication sera inséré dans les caractères apparents à la diligence du Préfet, Commissaire de la République du Département du Pas-de-Calais et aux fins du Service Maritime des Ports de BOULOGNE-SUR-MER et de CALAIS, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département

**Article 3** - Le présent arrêté et les plans qui lui sont annexés seront mis à la disposition du public :

- dans les Mairies de AUDINGHEN, AUDRESSELLES, WIMEREUX, BOULOGNE, LE PORTEL, EQUIHEN, ST-ETIENNE-AU-MONT, NEUFCHATEL-HARDELOT ;

- à la Préfecture (Direction des Actions de l'Etat - Bureau de la Coordination des Services Extérieurs de l'Etat) ;

- à la Sous-Préfecture de BOULOGNE-SUR-MER ;

- dans les bureaux de la Direction Départementale de l'Equipement, 8 rue du Puits-d'Amour à BOULOGNE-SUR-MER ;

- dans les bureaux du Service Maritime des Ports de BOULOGNE-SUR-MER et de CALAIS - Arrondissement de BOULOGNE-SUR-MER, 96 Boulevard Gambetta.

L'avis diffusé dans deux journaux visés à l'article 1er mentionnera les mesures d'information du public définies au présent article.

En outre, lesdites mesures d'information seront affichées dans les Mairies des communes de AUDINGHEN, AUDRESSELLES, WIMEREUX, BOULOGNE, LE PORTEL, EQUIHEN, ST-ETIENNE-AU-MONT, NEUFCHATEL-HARDELOT.

**Article 4** - La publicité foncière prévue à l'article 36 du décret n° 55.22 du 4 Janvier 1955 sera assurée auprès du Bureau des Hypothèques de BOULOGNE-SUR-MER à la diligence de M. le Directeur du Service Maritime des Ports de BOULOGNE-SUR-MER et de CALAIS.

**Article 5** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, M. le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondissement de BOULOGNE-SUR-MER, MM. les Maires de AUDINGHEN, AUDRESSELLES, WIMEREUX, BOULOGNE, LE PORTEL, EQUIHEN, ST-ETIENNE-AU-MONT, NEUFCHATEL-HARDELOT, M. le Directeur du Service Maritime des Ports de BOULOGNE-SUR-MER et de CALAIS et M. le Directeur Départemental de l'Equipement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arras, le 1er Septembre 1986

Pour le Préfet  
Commissaire de la République  
Le Secrétaire Général  
Jean-Pierre LAGROIX

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE  
DU DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS  
Chevalier de la Légion d'Honneur

le n° 62.112 pour une circonscription territoriale comprenant la commune de WIRWIGNES et les communes limitrophes

**Article 2** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs

Fait à Arras, le 5 Août 1986

Pour le Préfet  
Commissaire de la République  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Jean-Pierre LAGROIX